



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique fiscale

Question au Gouvernement n° 2622

Texte de la question

## RÉDUCTION DU DÉFICIT DE LA FRANCE

**M. le président.** La parole est à M. Jérôme Chartier.

**M. Jérôme Chartier.** Monsieur le secrétaire d'État au budget, la Commission européenne, le 27 février dernier, vous a donné deux années supplémentaires pour réduire le déficit à 3 % du PIB. Mais, dans le même temps, elle vous a demandé un effort supplémentaire de 4 milliards d'euros. Ma question sera très simple : comment allez-vous faire ? En effet, pour avoir déjà emprunté depuis 2012, vous ne pouvez plus emprunter à nouveau. La piste de l'emprunt pour financer la réduction du déficit c'est donc terminé ! Vous ne pouvez pas non plus solliciter davantage les Français. D'ailleurs, vous avez dit que vous n'alliez plus le faire et vous avez raison. Nous nous sommes livrés à un petit exercice pour calculer ce que vous avez demandé aux Français depuis 2012 : ce sont 80 milliards d'euros que vous avez pris dans leur poche ! (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) C'est considérable !

**M. Sylvain Berrios.** Rendez l'argent !

**M. Jérôme Chartier.** Vous ne pouvez plus leur demander davantage. Les Français sont au taquet. Ils paient trop d'impôts et il faut maintenant les réduire. Vous n'en êtes pas encore à cette étape, mais nous espérons que vous y viendrez ; et dans ce cas-là, nous vous soutiendrons. Pour l'instant, nous souhaitons savoir comment vous allez faire. Peut-être allez-vous vendre, comme vous le faites en ce moment, le bien de la France, son patrimoine, les actions de Safran, d'autres entreprises comme Aéroports de Paris ? Vous allez dépecer la France !

M. Sapin, tout à l'heure, nous renvoyait à un bilan de dix ans en arrière. Je voudrais que vous regardiez votre bilan des trente mois, pendant lesquels vous avez massacré fiscalement les Français et les entreprises. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Tout cela, c'est votre responsabilité ! Il va falloir que vous l'assumiez un jour ou l'autre, et c'est aujourd'hui que vous devez le faire. Dites-nous comment vous allez enfin réussir à faire des économies ! Depuis deux ans, on vous demande d'en faire et nous n'avons pas vu la queue d'une seule ! (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) C'est le moment de les faire ! C'est le moment de nous les annoncer ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

**M. le président.** La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du budget.

**M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget.** Monsieur le député, il est curieux que vous prétendiez que l'impôt sur le revenu ait augmenté de 80 milliards d'euros, alors qu'il n'en rapporte aujourd'hui que 70 ! (*Rires et applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

**M. Jérôme Chartier.** En tout !

**M. Christian Eckert**, *secrétaire d'État*. Je voudrais vous rafraîchir la mémoire, monsieur Chartier. Alors qu'un Premier ministre de votre majorité s'était dit à la tête d'un État en faillite, il avait lui-même très largement amorcé un mouvement de hausse des impôts que tous les spécialistes évaluent à 30 milliards d'euros environ. En 2012, pour notre part, nous avons effectivement poursuivi cette hausse à hauteur d'environ 30 milliards d'euros, mais pas de la même façon : créer une tranche d'impôt à 45 % et aligner les revenus du capital sur le barème de l'impôt sur le revenu, ce n'est pas la même chose que de supprimer la demi-part des veuves et de geler le barème de l'impôt sur le revenu. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Monsieur le député, vous nous demandez comment nous allons faire pour respecter les objectifs. D'abord, sachez que ces objectifs seront tenus. Nous aurons, à la fin du mois de mars, les résultats de 2014. Vous nous dites que vous n'avez pas constaté d'économies. Mais en 2014 – et Gilles Carrez le sait très bien –, les dépenses de l'État ont diminué de 3,3 milliards d'euros par rapport à l'exécution 2013.

**M. Bernard Roman.** Tout à fait !

**M. Christian Eckert**, *secrétaire d'État*. Ce sont de vrais euros ! Monsieur le député, le Président de la République l'a dit (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) et le Premier ministre l'a confirmé : il n'y aura pas de nouvelle hausse d'impôt et celui qui vous parle en sera le greffier ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Jérôme Chartier](#)

**Circonscription :** Val-d'Oise (7<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2622

**Rubrique :** Impôts et taxes

**Ministère interrogé :** Budget

**Ministère attributaire :** Budget

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [4 mars 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 mars 2015](#)